



منظمة الموفقين والوسطاء والرقابيين الأفارقة
African Ombudsman and Mediators Association
Association des Ombudsman et Mediateurs Africains
Associação dos Ombudsman e Mediadores Africanos

RAPPORT DU SECRETAIRE EXECUTIF AOMA EXCO, 18 –19 Juin 2013, Ouagadougou

Juin 2013

Ouagadougou, Burkina Faso

Rapport du Secrétaire Exécutive

Exemplaire français

Présenté par : Adv T. N. Madonsela – Secrétaire Exécutive

1. Remarques introductives

Président de l'AOMA et collègues

Cette réunion fait suite à notre dernière réunion du Comité exécutif (EXCO) qui a eu lieu au cours du mois de Mars 2013, à Luanda, en Angola.

Nous sommes sincèrement reconnaissants envers notre collègue, Mme Alima Traoré, le gouvernement du Burkina Faso et le peuple de ce pays qui nous accueille. Je dois aussi préciser que j'ai reçu des critiques élogieuses sur la qualité de l'hospitalité.

Je m'excuse de ne pas pouvoir me joindre à vous à l'ouverture de nos travaux. Comme indiqué dans ma lettre au Président, j'étais à un forum à Tallberg, Suède. Je ne suis que rentré le 17 Juin 2013 et ne pouvais commencer mon voyage ici, le même jour. Ce serait une bonne idée si les collègues peuvent consulter l'initiative Tallberg, une initiative superbe d'hommes et de femmes engagés à créer un monde meilleur fondé sur le respect mutuel, la solidarité humaine et le développement durable. Le forum de cette année, qui a été le 13e, est allé sous le titre: «Comment peut-on vivre ensemble". Au cœur du dialogue a été la gouvernance efficace, solidaire et durable au niveau des entreprises nationales et mondiales. Nous vivons déjà ensemble à tous ces niveaux, la question que nous avons à traiter est de savoir comment nous faisons vivre ensemble un exercice mutuellement enrichissant.

Alors j'ai appris beaucoup de choses au forum en particulier sur l'importante question de la gouvernance, les principaux enseignements que je porte avec moi à ce jour ont été tirés lors d'une session échappée sur le leadership de compassion. À titre d'ombudsman, je crois direction compassion doit informer la qualité des interactions humaines et de prise de décision dans nos bureaux, nos processus de prestation de services et nos interactions sous l'égide de notre association, AOMA.

Mon expérience avec le Forum Tallberg m'a aussi fait commence à poser des questions sur la valeur que nous ajoutons à l'un l'autre et nos États-nations à travers des activités AOMA. Convocation et assister à nos réunions est une entreprise coûteuse. Dérivons-nous la valeur pour l'argent? Allons-nous revenir à la maison après chaque EXCO ou de la session de l'Assemblée générale se sentir reposé et prêt à faire plus pour améliorer la gouvernance du secteur public dans nos pays respectifs? Si non, est-il une place pour l'examen de nos sessions en vue d'accroître la valeur pour l'argent?

Nous nous réunissons à un moment où beaucoup de nos démocraties et le monde en général sont à la croisée des chemins. Dans les leaders mondiaux du délai de deux ans sera convoqué le cadre des Nations Unies chargée d'examiner les réalisations sur les

10 objectifs du Millénaire pour le développement adoptés en 2005. Un de ces objectifs était de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015. Selon la Food and Agriculture Organization (FAO) Directeur général José Graziano da Silva, seuls 16 pays ont atteint l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées. En tant que Médiateur s'engage individuellement et collectivement à promouvoir la bonne gouvernance en Afrique, il devrait être une préoccupation que seul un pays africain, le Ghana, est parmi les 16 États qui ont tenu leurs promesses. Selon l'ONU, 1,4 milliard sur la terre continuent à vivre en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 \$ et sur le fil du rasoir de la famine. Faut-il que nous s'inquiétons comme médiateur et comme AOMA dans la mesure où l'Afrique est concernée ?

Les statistiques montrent que l'Afrique est à la hausse avec le DGP du continent et certains de nos pays figurent parmi les plus fortes croissances dans le monde. Mais faut-il nous concerner que le coefficient de Gini de certains de nos pays augmente de plus en plus au lieu de diminuer. En d'autres termes, l'inégalité est en croissance malgré la réduction de l'inégalité étant l'un des OMD. Maternité précise encore la peine de mort pour beaucoup de femmes dans nos pays, malgré la réduction de la mortalité maternelle étant l'un des OMD. La même chose s'applique à la mortalité infantile. Y a-t-il place pour l'AOMA d'explorer la mesure dans laquelle les bonnes défaillances de gouvernance, y compris la corruption, l'absence de valeur fondée sur la prise de décision ou indifférence flagrante dans le processus de gouvernement peut être un facteur clé de l'échec à atteindre les jalons OMD dans notre continent?

Notre relation avec l'Union africaine peut-il être une plate-forme stratégique pour nous d'aider les dirigeants à réévaluer et rediriger les processus des OMD dans notre continent?

Quand mon équipe et moi avons participé au MAEP 10^e année anniversaire et examen à Addis-Abeba, la suggestion que AOMA et du MAEP doivent collaborer a été reçu avec enthousiasme.

Après tout, nous avons les mêmes points focaux : la qualité ou la pertinence des modalités de gouvernance dans les systèmes de gouvernance nationaux de notre continent. Bien sûr, notre relation avec la Commission de l'UA pour les affaires politiques est l'avenue optimale pour notre collaboration avec l'UA pour aider le continent avec sa démocratie et gouvernance efforts d'amélioration.

J'aimerais connaître votre opinion à ce sujet et si nous sommes d'accord sur les mesures à prendre à l'avenir. J'en viens maintenant à la mise en œuvre du Secrétariat des décisions de la dernière EXCO tenue à Luanda, 18-20 Mars 2013.

2. MISE EN OEUVRE DES DECISIONS DE L'EXCO ET L'ASSEMBLEE GENERALE

2.1 Cooperation entre l'AOMA et l'AU

En collaboration avec les membres du Protecteur Publique de l'Afrique du Sud, j'ai participé au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) Examen d'anniversaire de 10 ans, qui faisait partie des célébrations du jubilé de l'Union Africain (UA) à Addis-Abeba en juin 2013. Lors de sa présentation en tant que panéliste sur les meilleures pratiques, j'ai adressé une invitation au Secrétariat du MAEP en matière de collaboration, une idée qui a été reçue avec enthousiasme. Lors d'une réunion informelle avec le directeur général du MAEP, il a été convenu de se réunir à Midrand, en Afrique du Sud sous peu pour discuter de l'approche de collaboration et d'examiner le protocole d'entente.

J'ai écrit une lettre au Président de l'UA, demandant une rencontre avec les membres du bureau AOMA, à la suite d'une rencontre fortuite au cours de laquelle le Président de l'UA a dit qu'elle n'était pas au courant de l'AOMA.

Les éléments du cadre de l'UA ont été intégrés dans le plan stratégique de l'AORC et le plan d'entreprise 2013/14.

2.2 Le statu quo à Mali

Cette question a été laissée au Président de AOMA, comme il a été constamment engagé avec le Mali.

2.3 Les Préparations pour la 4e Assemblée Générale

J'ai écrit au médiateur du Kenya, l'informant de la décision EXCO en Angola Mars 2013, que nous devrions avoir une autre visite d'évaluation. Cette visite d'évaluation a été prévue pour être couplé avec le voyage au MAEP anniversaire à Addis-Abeba en mai 2013. Le Médiateur Kenya a répondu, de révoquer l'offre de son pays d'accueillir la 4e AOMA général. La raison invoquée était qu'il se sentait méprisés par AOMA de douter de la volonté de son pays d'accueillir. Une copie de la lettre est incluse dans le pack

2.4 La revoir de la constitution

Le processus de révision de la Constitution s'est déroulé sans heurts. Le rapport du Comité est inclus dans les packs pour discuter au cours de l'EXCO.

2.5 Les titres honorifiques aux anciens membres

Les membres sont invités à soumettre des propositions à M. Risenga Maruma dans mon bureau.

2.5 La formation des Ombudsman et leur Personnel

- a) La formation "Aiguiser les Dents" a Zambie est en bonne voie.
- b) Un processus est en cours pour fournir une formation française. Une personne, recommandée par le secrétariat AORC, n'a pas été approuvée par le président de la Commission, comme il n'avait aucune expérience dans les études de l'Ombudsman ou de formation.
- c) Le projet de formation portugaise ciblant principalement le Mozambique n'a pas encore été mis en œuvre.
- d) Une programme « Formez les Formateurs » doit être examinée à la prochaine réunion du conseil d'administration

2.6 L'Établissement d'une siège permanente pour l'AOMA

L'affaire est considérée fermée, car il n'a pas trouvé preneur. La résolution de l'Assemblée générale qui nommait l'Afrique du Sud comme siège demeure.

2.7 La Coopération entre l'AOMA et l'IOI

En tant que Secrétaire exécutif, j'ai délégué le chef de la direction du Protecteur du citoyen en Afrique du Sud et le vice-protecteur se rendre à Vienne, en Autriche pour soutenir la signature par AOMA Vice-Président Mme Alima Déborah Traoré le 16 Avril 2013. Le protocole d'accord signé se trouve dans le dossier EXCO.

2.8 Aider la candidature de la Tanzanie pour le 2016 Conférence mondiale IOI

Le Secrétariat exécutif et le l'équipe du Protecteur du citoyen en Afrique du Sud ont donné le soutien à la Tanzanie, en vue d'avoir cette conférence coïncide avec le jubilé de diamant de la Tanzanie. L'équipe a participé à une inspection IOI des installations de la Tanzanie et a appuyé la présentation de la candidature à Vienne, en Autriche, le 16 Avril 2013. Malheureusement, l'offre est allée à la Thaïlande. Un rapport sur le processus de candidature IOI est inclus dans le pack EXCO.

2.9 Collaboration avec les Nations Unies

Le ministère des Relations internationales (DIRCO) de l'Afrique du Sud a été approché pour faciliter le processus d'établissement d'une relation de coopération avec l'ONU.

2.10 Vérification des Finances de l'AOMA

La vérification a été effectuée conformément à la décision EXCO de Mars 2013. Les projets des états financiers vérifiés sont fournis dans le dossier EXCO pour examen et signature. Où il y avait des difficultés dans le suivi des abonnements beaucoup d'entre vous ont aidé. Je vous remercie.

2.11 Statu Légal de l'AOMA

Le ministère des Relations internationales et de la coopération (DIRCO) se poursuit avec le processus d'aide au Protecteur du citoyen SA d'accorder AOMA un statut diplomatique.

3. AUTRES ACTIVITIES DU SECRETARIAT

Parmi les autres activités menées par le secrétariat dans les 3 derniers mois sont les suivants:

3.1. Bulletin d'information de l'AOMA

Le dernier bulletin AOMA a été publié en Juin 2013. Des copies ont été incluses dans les packs EXCO. Nous remercions l'équipe Afrique AORC et Protecteur du citoyen du Sud pour leur aide à mettre sur pied le bulletin

3.2. Site Web de l'AOMA

Le site est opérationnel. Les membres sont invités à contribuer au contenu du site.

3.3. Supervision des activités de l'AORC

a) En tant que Secrétaire général, je continue à présider le conseil d'administration de AORC. Le Conseil a supervisé le développement et est actuellement en assurer la mise en œuvre du Plan stratégique AORC et des activités connexes. Des activités spécifiques au cours de la période sous revue inclus:

- i. **Nominations de personnel:** Deux stagiaires ont été nommés : Mlle Susan Foley et M. Ngomu Frang Lwelela. Une décision délibérée a été prise pour recruter des professionnels compétents en anglais, français et portugais.

La position du directeur n'est pas claire en raison que le candidat préféré a indiqué qu'il n'était pas en mesure d'assumer les droits en juillet comme indiqué initialement. Le Conseil est d'examiner la question lors de sa prochaine réunion et décider de la voie à suivre.

- ii. **Plan Stratégique:** Finalisation du plan stratégique et du plan d'entreprise annuel exécuté. Les copies sont dans le pack EXCO.

iii. Mise en œuvre du Programme de Recherche

iv. Mise en œuvre du Programme de Formation.

v. Assistance a l'AOMA

AORC a continué de fournir un soutien administratif a l'AOMA principalement en ce qui concerne l'aide à la newsletter AOMA, le site web et la coordination, y compris les préparatifs d'Ouagadougou.

4. ADHESION

L'adhésion ne cesse de croître. Abonnement payant est à Le pack EXCO comprend une demande d'adhésion à l'Ombudsman des services bancaires, l'avocat Clive Pillay. Je recommande que la demande soit acceptée.

5. FINANCES

Les états financiers de l'AOMA sont inclus dans une pièce jointe. La déclaration inclut les revenus provenant des abonnements, les dépenses et le solde en date du 31 mai 2013.

Les états financiers AORC sont inclus pour les noter. Il faut noter que le financement AORC provient uniquement du gouvernement de l'Afrique du Sud, commise par le Fonds Renaissance africaine du ministère des Relations internationales et de la Coopération.

EXCO est invité à noter et à ratifier les dépenses relatives aux frais de déplacement EXCO de notre collègue, M. Hatteea, l'Ombudsman de l'île Maurice. Nous nous excusons pour le retard qui a été causé par le manque de compréhension des processus d'autorisation financière pour les fonds AOMA dans la soumission originale.

EXCO à noter que l'autorisation des finances de l'UA et la soumission discuté lors de la dernière EXCO ont pas encore reçu.

6. CONCLUSION

Je tiens à exprimer ma gratitude à tous les membres pour leur coopération et leur soutien. Ma gratitude va également au Président de l'AOMA pour son engagement et son direction passionné de l'organisation. Pour les services de secrétariat, je suis sincèrement reconnaissant à l'équipe AORC et l'équipe du Protecteur Publique en Afrique du Sud pour leur travail inlassable. Ces équipes effectuent un travail de l'AOMA en plus de leur activité principale. Je suis heureux d'annoncer que nous sommes sur le

point de nommer deux membres du personnel pour traiter spécifiquement de l'AOMA et notre travail de relations internationales. L'un est gestionnaire et l'autre stagiaire de langue française.

Je suis convaincu que nous allons utiliser les deux prochains jours afin de renforcer notre association et d'améliorer sa valeur à ses membres. J'espère que nous allons également prendre des mesures décisives sur la conférence exceptionnelle et l'Assemblée générale. Je vous souhaite à tous une bonne semaine et j'espère que les prochains jours marquent une étape clé dans le développement et la croissance de notre association ainsi que solidifier l'empreinte et l'influence de l'AOMA en Afrique.

Je vous serais reconnaissant de votre point de vue sur les questions que j'ai soulevées.

Je vous remercie.

Av Thuli N. Madonsela
Secrétaire Exécutive: AOMA
Protecteur du Citoyen en Afrique du Sud